

Panel 2 : Réaction dans l'urgence : famine en Somalie – juillet 2011.

Rapport de la journée du 22 octobre 2011 au Palais des Nations

En juillet 2011 Ban Ki-Moon, secrétaire général des Nations Unies, déclarait officiellement l'état de famine dans deux régions du sud de la Somalie : sud de Bakool, et Lower Shabelle. Cette crise, annoncée depuis fin 2010 déjà, a été générée par un ensemble de facteurs, à la fois politiques, climatiques et économiques.

Pour traiter de cette question, Dr. Thierry Tardy, coordinateur de recherche au Centre de Politique de Sécurité à Genève (GCSP), spécialiste des questions sécuritaires internationales, a mis l'accent sur le contexte politique ayant conduit à cette crise alimentaire majeure. Pour ce faire, il a développé quatre grandes tendances.

Il a tout d'abord mentionné le conflit interne en Somalie. Il existe en effet une guerre civile permanente entre le gouvernement de transition (GT) et le groupe armé islamiste Al-Shabab. Cette situation existe depuis la chute du gouvernement du général Mohammed Siad Barre, en 1991. Depuis, le gouvernement de transition n'a eu qu'un contrôle limité sur le pays, les Shebab ayant la mainmise sur une grande partie du sud.

En deuxième lieu, Mr Tardy a abordé la menace terroriste sévissant dans le pays. Il a ainsi développé les activités d'Al-Shabab, affilié à Al-Qaïda. Composé de milices, ce groupe qui ne possède pas de chef officiel ni d'organisation très structurée a commis ces dernières années des attentats et des enlèvements contre des civils, non seulement en territoire somalien mais également en Ouganda et au Kenya.

Le troisième point a été consacré aux interventions extérieures, diverses missions militaires ou civilo-militaires ajoutant une dimension internationale à la problématique. Ainsi entre 1991 et 1993 les Etats-Unis sont intervenus (mission UNITAF), ainsi que l'ONU (ONUSOM), mais ces opérations se sont soldées par un cuisant échec.

Par ailleurs, divers pays ont lancé des missions sur sol somalien. L'Ethiopie en 2006, le Kenya en octobre de cette année, mais également les Etats-Unis avec une base au Djibouti tentant d'éradiquer la menace représentée par Al-Shabab grâce à la présence de forces spéciales et de tirs de drones. Une mission de l'Union africaine (AMISOM) tente elle aussi en vain d'établir un climat de paix dans le pays. L'Union européenne est aussi présente dans la région avec depuis 2008 la mission Atalante visant à éradiquer la piraterie. Ces actions montrent les multiples tentations de la communauté internationale de rétablir la stabilité du pays, mais sans succès.

Le dernier aspect traité a été celui de la famine, ses causes et ses conséquences directes sur le pays et sa population. En plus des éléments politiques susmentionnés participant à une instabilité généralisée, la sécheresse a elle-aussi été un élément déterminant au développement de la famine. Par ailleurs, la présence des Shebab, qui empêchent l'acheminement de l'aide

humanitaire, prive une partie du peuple somalien d'un accès vital à la nourriture et aux soins apportés par l'ONU et d'autres organisations non gouvernementales.

L'ensemble de ces facteurs a amené une profonde modification géopolitique de la région, avec de forts mouvements de population, vers la capitale Mogadiscio, dans des camps au Kenya (Dadaab) et en Ethiopie (Dollo Ado).

Mr. Tardy a ensuite conclu avec quelques chiffres, donnant un aperçu de la gravité de la situation actuelle. A ce jour, 13 millions de personnes souffrent de la faim dans la Corne d'Afrique, et 750'000 somaliens sont en danger de mort pour cause de famine.

Suite à cet exposé très complet, un débat a été ouvert avec les participants, au cours duquel différents points se sont détachés.

S'est d'une part posée la question d'une éventuelle mission de maintien de la paix par l'ONU. Il s'est avéré que le traumatisme généré par les nombreuses pertes lors de la mission ONUSOM dans les années nonante a créé des réticences au sein des Nations Unies à lancer une nouvelle mission de maintien de la paix, les états membres ne voulant pas s'engager dans une telle mission.

Nous avons en outre abordé la nécessité de renforcer l'action des populations touchées en les responsabilisant. En effet, une des raisons pour lesquelles le groupe Al-Shabab refuse l'accès aux organisations voulant apporter une aide humanitaire est que ces dernières sont perçues comme étrangères et hostiles. C'est ainsi en impliquant d'avantage la population locale qu'une solution à la crise pourrait être trouvée. Cela éviterait de creuser le fossé entre les personnes recevant de l'aide humanitaire et les organisations internationales relevant globalement des pays dits du Nord.

Pour conclure, dans cette situation de crise, l'ONU a dû agir dans l'urgence en distribuant, quand cela était possible, de l'aide humanitaire à la population. Cela dit, ce sont des actions politiques sur le long terme, visant à la stabilité du pays qui empêcheraient la survenance de telles catastrophes et seraient donc beaucoup plus efficaces. Pour ce faire, il semble qu'aucune issue politique ne soit possible sans des discussions avec l'organisation Al-Shabab et le gouvernement de transition. C'est sans doute dans la négociation et l'élaboration de solutions concertées que se trouve une des clés pour retrouver, enfin, paix et stabilité en Somalie.

Eve Burger & Vanessa Fernandez